

## Déclaration de la CES à la nouvelle Commission européenne

Adoptée par le Comité exécutif lors de sa réunion des 21-22 octobre 2014

Les politiques économiques poursuivies jusqu'à présent pour faire face à la crise économique et sociale ont échoué. Elles sont responsables de la faible croissance et de la déflation, de l'augmentation du travail précaire et du chômage, et du chômage des jeunes en particulier, mais aussi de l'accroissement de la pauvreté et des inégalités. Les divergences au sein et entre pays se sont aggravées.

La concurrence s'est étendue à tous les domaines, y compris la fiscalité, les droits et les salaires des travailleurs, leur protection et leurs conditions de travail, et la protection sociale.

La compétitivité doit se gagner sur base de normes sociales équitables, de salaires corrects et par le développement des aptitudes et des compétences, et non sur base d'une concurrence sociale déloyale.

La gouvernance économique doit pleinement intégrer l'objectif d'une Europe sociale. Il faut mettre fin aux politiques d'austérité. Les pays doivent disposer de la flexibilité budgétaire nécessaire pour accompagner une relance de l'emploi.

La poursuite des politiques actuelles est vouée à l'échec et suscitera l'hostilité croissante des travailleurs et des citoyens.

La CES a une proposition claire pour une nouvelle voie pour l'Europe. Cette proposition est basée sur un plan d'investissement annuel de 2% du PIB de l'UE pendant dix ans en faveur d'une croissance durable, d'une réindustrialisation de l'Europe respectueuse de l'environnement et d'investissements sociaux. Des investissements dans les structures d'accueil des enfants et des personnes âgées sont nécessaires pour assurer qu'hommes et femmes aient accès à l'emploi. Notre plan entraînerait la création de 11 millions d'emplois. Les investissements publics sont nécessaires pour stimuler les investissements privés.

La CES est convaincue que le dialogue social est le meilleur moyen pour trouver des solutions progressistes et justes. Le dialogue social doit être développé à tous les niveaux. Les accords existants doivent être mis en œuvre. La CES poursuivra le dialogue pour plus et de meilleurs emplois avec les employeurs et les institutions de l'UE.

La CES réitère également sa position relative aux négociations pour le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) : non au Règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), une liste positive protégeant clairement les services publics et l'inclusion de normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) avec une procédure d'application. Nous sommes opposés à l'Accord économique et commercial global (AECG) avec le Canada car il ne répond pas à ces conditions.

La CES soutient une juste et meilleure réglementation. Nous rejetons le projet REFIT de dérégulation qui porte atteinte aux droits et à la protection des travailleurs. Tous les travailleurs, qu'ils travaillent dans de grandes, petites ou microentreprises, doivent être protégés de la même manière.

La CES est déterminée à s'opposer à toutes formes de dumping social. La Directive sur le détachement des travailleurs doit être révisée pour garantir l'égalité de traitement aux travailleurs détachés. Nous voulons un protocole de progrès social empêchant que les libertés économiques passent avant les droits sociaux fondamentaux.

La CES soutient un programme ambitieux en matière d'énergie et de climat comprenant des modalités pour une transition juste et une aide aux travailleurs affectés de façon négative.

La CES soutient la liberté de circulation dans l'UE. Si et là où ils existent, les abus de la part d'employeurs et/ou les restrictions illégitimes de la part de gouvernements doivent être combattus.

Comparé au plan de la CES, le programme d'investissement proposé par Jean-Claude Juncker n'est pas suffisamment ambitieux. La CES estime toutefois qu'il pourrait représenter un pas dans la bonne direction pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une simple redistribution de fonds existants. Nous suivrons de près l'origine de ces fonds et la mise en œuvre de ce programme.

Le Président a également insisté sur son engagement en faveur d'emplois décents, du dialogue social et de l'égalité de traitement pour les travailleurs détachés, faisant ainsi écho à certaines exigences de la CES.

Il est temps maintenant que la Commission se montre à la hauteur de tous ces objectifs. De belles paroles ne suffiront pas à tracer la nouvelle voie pour l'Europe qu'exige la CES. Des actions sont nécessaires pour restaurer la confiance des gens dans la capacité du projet européen à améliorer leur vie.